

Communiqué de presse

Fribourg, le 16 mai 2024

Occupation de PER21 par des manifestants propalestiniens

Les JLRF exigent du Rectorat de l'Université de Fribourg (ci-après : UNIFR) que celui-ci prenne les mesures qui s'imposent, y compris policières, afin de mettre fin de manière immédiate à l'occupation illicite du bâtiment PER21 de l'UNIFR.

Malgré une entrée en matière partielle du rectorat et un ultimatum donné après plus de deux jours d'occupation journalière du site, les manifestants sont toujours présents en nombre dans le hall d'entrée du bâtiment PER21. Cette présence, notamment sonore (prises de parole au microphone, applaudissements, chants, etc.), dérange fortement les étudiants qui essaient de se concentrer sur leurs révisions en vue des examens de fin d'année académique. Il est donc impérieux que le Rectorat de l'UNIFR prenne ses responsabilités et rétablisse un calme propice aux études au sein de ses bâtiments.

Les JLRF réitèrent par ailleurs tout leur soutien au principe de la liberté académique et condamnent profondément les revendications visant à supprimer les liens entre l'UNIFR et les universités israéliennes. L'un des rôles d'une université est de créer des ponts entre les cultures afin de permettre les échanges d'idées, de méthodes et de pratiques pour arriver à des résultats concrets qui enrichissent l'humanité dans son ensemble. Il n'est dès lors pas concevable d'entraver cette coopération sur de simples suspicions. Nous espérons que le Rectorat de l'UNIFR saura maintenir la paix académique et ne sombrera pas dans une désastreuse démagogie.

Pour finir, les JLRF s'opposent frontalement à la revendication tendant au déboulonnage de la plaque commémorative en l'honneur de Chaim Weizmann. Nous croyons fermement que l'Histoire est notre héritage commun à tous et que nous aurions tort de la supprimer sur la seule base de notre conception morale actuelle.

L'homme était doctorant en chimie de l'UNIFR en 1899 et premier président de l'Etat d'Israël. Nous nous insurgons contre la possibilité que ce seul lien de nationalité puisse justifier le déboulonnage de sa mémoire. De manière plus générale, nous sommes persuadés qu'il y a lieu d'expliquer l'Histoire et non de la faire disparaître.

Pour le comité,
Romain DELLEY
Président

Pour tous renseignements complémentaires :
- Romain DELLEY, Président, +41 (0) 76 497 95 42
- Quentin GUMY, Vice-président, +41 (0) 79 282 86 13